



## **NOTRE CENTRE HOSPITALIER DE PARAY LE MONIAL EN DANGER**

Déficits à répétitions , plans d'économies drastiques successifs dans le cadre de contrats de retour à l'équilibre financier entre direction d'établissement et Agence Régionale de Santé de Bourgogne ; on pour résultats aujourd'hui :

--De la suppressions de services spécialisés (cardiologie , pneumologie et gastro- enterologie), de suppressions de dizaines postes ( non renouvellement CDD , départs non remplacés , etc) et bien sur avec une suppression de lits d'hospitalisations .

--En continuant sur cette voie , c'est toute l'activité Médecine Obstétrique et Chirurgicale (MCO) qui risque de disparaître progressivement du site de PARAY LE MONIAL pour devenir uniquement un centre pivot de gériatrie du secteur Charolais Brionnais .

## **POURQUOI CETTE SITUATION ?**

Les causes sont connues :

--C'est la désertification médicale avec un recrutement difficile de médecins spécialisés dans une zone rurale et le recours a coût exorbitant de médecins intérimaires .

--Le système de paiement à l'acte avec des taux de financement qui sont sans cesse à la baisse et un paiement insuffisant des activités soignantes .

--L'imposture des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) qui visent à concentrer et rationaliser les activités médicales sur des pôles public-privé : MACON pour le secteur sud de Saône et Loire .

--Tout cela s'inscrivant depuis les années 1990 dans la poursuite de la même politique de santé de soi disant réductions du déficit de l'assurance maladie et plus généralement de démantèlement à petit feu de la Sécurité sociale pour la livrer aux appétits incessants du marché ( assurances , grands groupes financiers ) et au plus grand bénéfice du patronat et de la grande finance ; le budget 2018 de la SECU récemment voté par les députés (PLFSS2018) accentue encore cette orientation .

## **DES MESURES URGENTES !**

--Il y a urgence à abolir le numérus clausus qui a été institué pour diminuer le nombre de prescripteurs pour diminuer les dépenses de santé : Cela nécessite au moins 10 000 étudiants en seconde années de médecine et l'état doit immédiatement jouer son rôle d'organisation en repartissant équitablement les professionnels de santé: c'est une volonté politique !

--Aujourd'hui on assiste à l'élaboration des Plans Régionaux de Santé (PRS) par les Agences Régionales de Santé (ARS) dans la plus totale opacité avec une application en janvier 2018 , c'est de nouvelles casses de notre service public de santé . Il y a urgence a revenir à la clarté et à la démocratie !

--Usagers , personnels de santé , l'intervention de chacun est nécessaire ; il est possible de faire reculer nos décideurs avec de fortes mobilisations :

**Nous vous invitons à participer au rassemblement à MONTCEAU-LES-MINES le samedi 16 décembre à 10 heures place de la MAIRIE pour la défense des hôpitaux de proximité en danger !**

